



NATIONS UNIES

CONSEIL  
DE TUTELLE



PROVISOIRE

T/PV.1279  
1er juillet 1966

FRANCAIS

Trente-troisième session

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA MILLE DEUX CENT SOIXANTE-DIX-NEUVIEME  
SEANCE

Tenue au Siège, à New York,  
le vendredi 1er juillet 1966, à 15 heures.

Président :

M. FROWN

(Royaume-Uni)

- Examen de la situation dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique :
  - a) Rapport annuel de l'Autorité administrante [4 c)]
  - b) Rapport de l'Organisation mondiale de la santé sur son enquête relative aux plaintes contenues dans une pétition concernant le Territoire sous tutelle [5] (suite)
- Discussion générale (suite)

Note : Le compte rendu analytique, qui est le compte rendu officiel de cette séance, sera publié en document mimeographié sous la cote T/SR.1279. Les délégations pourront y apporter des corrections. Il en sera tenu compte dans la rédaction définitive qui paraîtra en volume imprimé.

66-17517

(37 p.)

## POINTS 4 c) ET 5 DE L'ORDRE DU JOUR

## EXAMEN DE LA SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE :

- a) RAPPORT ANNUEL DE L'AUTORITE ADMINISTRANTE (T/1652; T/L.1110);
- b) RAPPORT DE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE SUR SON ENQUETE RELATIVE AUX PLAINTES CONTENUES DANS UNE PETITION CONCERNANT LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE (T/1647) (suite)

Sur l'invitation du Président, M. Norwood, Représentant spécial du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique sous administration des Etats-Unis et M. Nuuan, Conseiller, délégation des Etats-Unis, prennent place à la table du Conseil de tutelle.

DISCUSSION GENERALE (suite)

Mlle BRCKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : La Micronésie, qui couvre 700 miles carrés de terres réparties sur 3 millions de milles carrés de superficie marine, a joué un rôle politique important dans le passé; de par son emplacement stratégique, à la fin de la deuxième guerre mondiale, lorsque la Micronésie était placée sous la tutelle des Nations Unies, elle était considérée comme une zone stratégique. Au cours de l'histoire, au fur et à mesure que ce territoire s'est développé, le monde a pensé à la Micronésie non pas seulement dans le cadre de son emplacement stratégique sur la scène internationale, mais également en tenant compte des intérêts primordiaux des quelque 100 000 habitants qui peuplent cette région; en effet, la Charte des Nations Unies donne une égale protection à ces populations, quelle que soit la superficie du territoire, son éloignement et le nombre de ses habitants.

Il semblerait que vingt ans de tutelle des Micronésiens par une nation des plus éclairées auraient dû leur permettre, à l'heure actuelle, de répondre à la question de savoir quand les objectifs fixés par la Charte seront atteints. C'est la raison pour laquelle l'allégation de la part d'un secteur quelconque de la population suivant laquelle le Conseil de tutelle cherche à imposer aux populations des îles le choix d'un futur statut n'a, en fait, aucune raison d'être et est dépourvue de fondement. Depuis vingt ans, le Conseil de tutelle s'est acquitté de ses obligations à l'égard de tous les territoires sous tutelle en encourageant le développement progressif de chaque territoire et de sa population vers l'autodétermination et toutes les formes d'indépendance. On ne saurait contester le fait que :

Mlle Brooks (Libéria)

"... une expérience tirée de l'histoire nous apprend que lorsque la liberté est trop longtemps retardée, des forces extrêmes apparaissent à la surface, dominant la situation et, à la longue, constituent une menace au progrès économique et pacifique ordonné des territoires en cause." (1245ème séance, p. 16)

Ce qui importe maintenant, c'est que le courant actuel de l'histoire exige que des efforts constants soient déployés en tenant compte des besoins de la population afin de réaliser et de maintenir une entité micronésienne, un peuple unifié partageant entre ses membres plutôt ce qui les rapproche que ce qui les sépare, afin de lui permettre ainsi d'atteindre l'objectif stipulé à son intention dans l'Accord de tutelle, la Charte des Nations Unies et la résolution 1514 (XV) sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Un examen complet de la situation qui règne dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique nous a été offert par les orateurs qui m'ont précédé au cours de la discussion générale, notamment par le représentant de la Nouvelle-Zélande. Il serait donc superflu de me lancer dans une intervention détaillée. Je me bornerai à présenter quelques remarques en mettant l'accent sur certains aspects relatifs à la situation du territoire que je crois être vitaux en la matière, et je constaterai également certaines réalisations déjà acquises.

Jusqu'à ce que les plaintes formulées par les Micronésiens contre les Japonais au sujet des dommages de guerre - réclamations en suspens depuis de si nombreuses années - aient été réglées, cette question doit éveiller l'inquiétude du Conseil de tutelle. La Mission de visite de 1964 avait suggéré et le Conseil avait recommandé que l'on fasse appel aux bons offices du Secrétaire général pour prendre contact avec le Gouvernement du Japon afin de régler ces réclamations rapidement et de façon définitive.

La délégation a pris note des renseignements fournis par la délégation des Etats-Unis d'après lesquels un dialogue a été entamé entre les deux gouvernements sur cette question des dommages de guerre, ce qui est un signe encourageant. Cependant, il faut admettre qu'en raison de la longue période qui s'est déjà écoulée, ce serait normal pour le Conseil d'espérer que ce règlement sera effectué à l'ouverture de sa trente-quatrième session et, le cas échéant, en faisant appel de nouveau aux bons offices du Secrétaire général.

Mlle Brooks (Libéria)

Nous sommes heureux de constater que des indemnités ont été versées aux victimes des retombées radioactives résultant des essais nucléaires dans les îles Marshall et qu'à ce propos, des mesures ont été prises pour s'assurer qu'un revenu régulier soit payé à ces victimes grâce aux intérêts provenant de sommes déposées dans des caisses d'épargne, pour chacune d'entre elles, dans la succursale micronésienne d'une banque d'Hawaii.

De même, nous lisons dans le rapport de l'Autorité administrante que certains litiges fonciers ont été réglés à Palaos et dans les îles Marshall, mais nous tenons à demander instamment à l'administration d'intensifier ses efforts en vue du règlement définitif de tous ces litiges fonciers. A ce propos, nous pensons qu'il faudrait envisager l'emploi de techniciens nécessaires pour dresser le cadastre de façon appropriée. Nous estimons aussi que l'on devrait intéresser directement les fonctionnaires micronésiens à cette question de litiges fonciers ou de propriétés foncières pour régler plus rapidement tous différends en la matière.

Mlle Brooks (Libéria)

A sa trente et unième session, le Conseil de tutelle a considéré la création d'une législature nationale dotée au moins du minimum de pouvoirs et constituée sur la base du suffrage universel des adultes et d'élections libres comme le plus grand progrès accompli vers le développement politique de la Micronésie. On a noté que le Congrès micronésien a tenu sa première session en juillet 1965 et les efforts qu'il a faits au cours de cette session sont dignes d'éloges. Néanmoins, si l'on veut que ce congrès fonctionne efficacement et réponde aux espoirs placés en lui par la population micronésienne, il faut que certains principes fondamentaux soient observés.

L'administration a concédé que l'ordonnance No 2882 créant le Congrès de la Micronésie laissait quelque peu à désirer; mais elle a considéré que cette ordonnance avait la souplesse nécessaire qui permettrait d'apporter rapidement et facilement des modifications. Nous pensons que dans le cadre de la législation existante, les pouvoirs de la législature continuent à être limités.

La question de la nécessité pour les membres de la législature de travailler à plein temps n'est pas nouvelle. En vérité, la Mission de visite de 1964 a reconnu à la fois cette nécessité et l'absence d'un nombre suffisant de personnel entraîné pour remplir tous les postes indispensables dans la branche exécutive.

A côté de la question de savoir à qui un individu, qui travaille à la fois dans les branches exécutive et législative du gouvernement, doit sa loyauté, il est difficile de concevoir qu'une période de 30 jours est suffisante pour accomplir les tâches nécessaires qui reviennent à un organe législatif. Les questions de procédure seules prendront la plus grande partie de ce temps. Il ne restera pas assez de temps pour examiner les problèmes d'ensemble et les besoins du territoire tout entier ainsi que la législation indispensable pour répondre à ces besoins.

La législation doit nécessairement affecter le développement dans toutes ses phases. Combien de temps reste-t-il pour étudier très soigneusement en vue de légiférer les problèmes vitaux du développement économique, y compris l'agriculture? Par leur nature même, certains problèmes peuvent être mieux évalués par les Micronésiens que par tout autre et il n'y a rien de mieux qu'un organe constitué de représentants des différentes régions pour passer en revue ces problèmes rationnellement, après des recommandations de l'administration.

Mlle Brooks (Libéria)

Un autre point à considérer est que la tendance dans un organisme législatif de ce genre n'incitera probablement pas les plus grandes intelligences à y occuper des postes. Une indemnité journalière pendant 30 jours n'offre pas grand chose à quelqu'un qui appartient à la branche exécutive et qui a un salaire annuel régulier ou même à quelqu'un occupant un poste dans une entreprise privée prospère.

D'un point de vue objectif, il faut bien dire que le pouvoir de veto qu'a le Haut Commissaire, pouvoir de veto doublé par celui du Département de l'intérieur des Etats-Unis n'est ni avantageux, ni encourageant. La procédure qui consiste à revenir devant le Congrès est longue et décourageante puisque, en fait, la législation peut très bien ne pas devenir loi. Ce qui arriverait probablement serait que la question serait abandonnée après une seconde tentative de la même procédure. Un élément de pouvoir réel et efficace manque à la législature : le contrôle des cordons de la bourse. Ce n'est pas une nouveauté pour le Congrès de la Micronésie que d'être en mesure d'allouer des fonds provenant des impôts recueillis dans le Territoire. Cette procédure a été adoptée par d'autres administrateurs de territoires sous tutelle et elle a été efficacement appliquée par les populations elles-mêmes, sur avis de l'administration. Ainsi, en ce qui concerne les allocations budgétaires, il serait préférable que l'administration serve en tant que conseiller. Avant d'en finir avec la question du Congrès, je voudrais suggérer qu'il serait bon que le Congrès examine la question de faire représenter la population de l'île pour conseiller la délégation à laquelle elle est habituellement attachée. J'aimerais voir quelqu'un de ce genre représenter l'ensemble des vues des Micronésiens. Ce serait important pour l'administration et pour le peuple micronésien et je suis sûr que le Conseil en serait satisfait. En ce qui concerne la branche exécutive, ma délégation doit exprimer sa déception de voir qu'aucun Micronésien n'a encore été nommé à un poste d'autorité. Nous reconnaissons qu'au niveau du district, il y a un Micronésien qui est adjoint à l'administrateur du district et qu'il y a maintenant aussi un Micronésien qui est commissaire de district pour les îles Marshall : c'est M. Dwight Heine. Les membres de la Mission de visite de 1964 ont pu se rendre compte de la compétence de M. Heine et ma délégation lui souhaite grand succès dans ses nouvelles fonctions.



Mlle Brooks (Libéria)

Il ne ressort pas clairement du document de travail présenté par le Secrétariat si les quatre principaux secteurs de responsabilité seront dirigés par des Micronésiens. J'espère que l'administration l'envisage et que ces positions seront remplies par des Micronésiens, en particulier le secteur des affaires publiques couvrant l'évolution politique.

La question de l'économie du Territoire a été discutée de façon adéquate par le représentant de la Nouvelle-Zélande. Je voudrais dire seulement que la plus grande priorité revient à l'agriculture qui est la base de l'économie du Territoire. Un programme accéléré de formation de Micronésiens en cette matière devrait être entrepris par l'administration.

Je sais personnellement le succès qu'a connu l'administration dans le domaine de l'enseignement grâce à son programme d'urgence. Comme les pays d'Afrique en voie de développement, le Territoire se trouve devant le dilemme de la nécessité de connaissances techniques et d'équipement pour l'agriculture. Ces deux éléments sont indispensables et l'administration est compétente dans ce domaine en dépit des difficultés que le Conseil connaît.

En ce qui concerne l'habitat, nous voudrions insister auprès de l'Administration pour qu'elle examine les projets d'habitations à bon marché. Il n'est guère encourageant, permettez-moi de le dire, pour un médecin micronésien travaillant dans un hôpital de district pourvu des facilités les plus modernes de rentrer chez lui où il n'y a même pas les installations les plus simples : aucun véritable système d'éclairage pour lire ses livres médicaux, pas d'eau, etc.

La Mission de visite de 1964 a félicité l'administration de ses initiatives dans le domaine de l'enseignement. Nous estimons qu'il faut, au cours du processus éducatif, tenir compte du fait que les étudiants doivent avoir une connaissance du monde qui les entoure, doivent savoir apprécier leurs homologues et s'identifier à eux, et savoir ce que sont leurs voisins des Etats-Unis et le monde dans son ensemble.

L'idée des volontaires du Peace Corps est très bonne. Elle a été lancée, officiellement, par un membre de la dernière mission de visite. Ce qu'il faut souligner, c'est que des volontaires dans les domaines technique et médical sont au moins aussi nécessaires que ceux du domaine des sciences sociales.

Mlle Brooks (Libéria)

Je voudrais revenir sur ce qu'a dit mon collègue, le représentant de l'Australie, à propos de la nécessité de créer une institution d'enseignement supérieur en Micronésie. La Mission de visite de 1964 a étudié ce point important après avoir eu l'occasion d'entendre les Micronésiens eux-mêmes et leurs idées sur ce point. Je ne reviendrai pas sur les détails. Nous sommes d'accord avec le Haut Commissaire que, le moment venu, une institution de ce genre pourrait être nécessaire et devrait être créée.



Mlle Brooks (Libéria)

Je désire maintenant remercier l'Organisation mondiale de la santé pour son rapport spécial, tâche entreprise à la requête du Conseil de tutelle à la suite d'une pétition sur les conditions sanitaires du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique. Nous notons que l'Administration accepte le rapport de l'OMS et nous espérons qu'elle prendra immédiatement des mesures pour remédier aux déficiences existant dans les services de santé publique et dans les services médicaux dans le Territoire sous tutelle; nous espérons qu'à cet égard, l'Administration saura tirer profit de l'aide que peuvent lui fournir l'Organisation mondiale de la santé, d'autres institutions spécialisées et enfin les programmes spéciaux d'assistance technique des Nations Unies.

Nous considérons qu'il est souhaitable que des experts accompagnent les futures missions de visite au Territoire sous tutelle, et ceci dans n'importe quel domaine où le Conseil le jugera bon; nous pensons que l'Administration accueillera favorablement cette suggestion. Nous pensons également que l'Organisation mondiale de la santé devrait intervenir à nouveau au moment approprié.

Finalement, je voudrais rendre hommage, au nom de ma délégation, au Haut Commissaire sortant, M. Goding, pour la manière dont il a contribué aux travaux du Conseil de tutelle pendant qu'il occupait ce poste, particulièrement pour la manière dont il a contribué au développement de la Micronésie et de son peuple. Il a fait honneur à son Administration; il a été une force pour guider les Micronésiens; il a été aimé et respecté par tous ceux qui ont eu l'occasion de travailler avec lui.

Je voudrais, par la même occasion, souhaiter la bienvenue en ce Conseil au Haut Commissaire par intérim et je fais pour lui des vœux de succès dans sa tâche.

Je tiens à saluer également le conseiller micronésien qui fait partie de la délégation des Etats-Unis; je voudrais lui demander de bien vouloir transmettre mes vœux de succès aux membres du Congrès de la Micronésie lors de la prochaine session de ce Congrès. Mes vœux vont également aux nombreux amis que j'ai eu le plaisir et l'honneur de rencontrer lorsque j'ai visité le Territoire.

Je tiens à réserver le droit de ma délégation de présenter un projet de résolution sur cette question.

Mme ANDERSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je tiens à remercier le Président et tous les membres du Conseil de tutelle pour l'examen attentif et constructif qu'ils ont accordé, au cours de cette session du Conseil, à l'administration du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique par mon gouvernement.

Je voudrais souligner que c'est mon désir personnel ainsi que celui de mon gouvernement que de répondre positivement aux avis et à l'orientation que nous recevons du Conseil de tutelle et de donner suite de la manière la plus responsable possible aux suggestions qui ont été faites ici. Peut-être ne nous sera-t-il pas possible aujourd'hui de répondre individuellement à chacune des propositions que nous avons entendues au cours de cette session. Mais mon gouvernement leur accordera l'attention la plus soutenue et prendra les mesures appropriées chaque fois que cela s'avérera possible. Nous savons que les relations qui se sont établies entre le Conseil de tutelle et les gouvernements des autorités administrantes sont d'une nature nouvelle dans l'histoire des relations politiques; nous pensons que, dans le passé, ces relations ont été productives et nous estimons qu'elles pourront conserver ce caractère dans l'avenir. Quant à nous, nous avons l'intention ferme de tout faire pour qu'il en soit ainsi. Tout ce que j'ai entendu depuis que je suis ici me porte à penser que tel est également l'esprit qui inspire le Conseil de tutelle.

A maintes reprises, l'attention des membres du Conseil a été attirée sur l'étendue géographique immense du Territoire sous tutelle. Quant à nous, il se peut que nous soyons tellement habitués à nous occuper de ce problème que nous avons tendance à accepter comme normal que les difficultés et les dépenses que cette taille entraîne pour administrer et développer la région soient ainsi augmentées. L'étendue totale du Territoire sous tutelle, 3 millions de miles carrés, représente environ l'étendue des Etats-Unis, moins l'Alaska. Pourtant, la superficie des terres est à peu près égale à celle de la ville de New York et considérablement plus petite que celle de l'île de Zanzibar ou de notre Etat le plus petit, le Rhode Island. La population totale de 90 000 habitants est celle d'une petite ville; mais elle est disséminée sur environ 96 îles habitées, qui sont séparées

Mme Anderson (Etats-Unis)

par des centaines et parfois de milliers de kilomètres d'océan. La dispersion géographique des îles habitées entraîne une multiplication des installations et services pour une population de 90 000 habitants et cela n'est pas économique. Les aérodromes, ports, écoles et hôpitaux doivent être construits sur des sites nombreux, au lieu d'un seul.

La conséquence de cette configuration géographique est de multiplier par dix ou davantage les frais d'administration et de développement. Le Haut Commissaire donnera aux membres du Conseil de tutelle des renseignements sur les propositions budgétaires relatives au Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique soumises par mon gouvernement au Congrès des Etats-Unis. Si ces propositions pouvaient être adoptées - elles n'ont pas encore été examinées par le Congrès des Etats-Unis qui a la décision finale en ce qui concerne l'autorisation des dépenses - nous aurons à dépenser l'énorme total de 320 millions de dollars pour le développement économique et social et l'administration du Territoire sous tutelle au cours des cinq années qui viennent. Cette somme considérable représente 3 500 dollars par habitant de cette région. Je ne crois pas qu'il y ait au monde un groupe de population quelconque de 90 000 habitants qui dispose d'un montant aussi élevé pour ses dépenses. Je pense que les membres du Conseil seront d'accord pour reconnaître que si cet argent, comme je le disais hier, pouvait être dépensé pour une région de 700 miles carrés d'un seul tenant, les résultats obtenus seraient immédiats, impressionnants et étonnants. Dans les conditions actuelles, ces crédits apporteront un progrès notable; mais les réalités géographiques ne peuvent être surmontées que partiellement par les moyens modernes de communications et de transports.

Tel est le cadre dans lequel notre administration du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique devrait être évaluée.

A juste titre, le rapport de l'Organisation mondiale de la santé sur la situation sanitaire de ce Territoire sous tutelle a été l'objet principal de l'attention du Conseil. M. Norwood en parlera plus longuement. Cependant,

Mme Anderson (Etats-Unis)

je voudrais déclarer ici que le rapport de l'OMS et le commentaire présenté par M. Coigney nous ont paru à la fois bien équilibrés et justes.

Le rapport de l'OMS a attiré l'attention du Conseil sur le désaccord qui existe entre la situation actuelle et les critères sanitaires que nous avons fixés comme objectifs à atteindre. Mon gouvernement a également conscience de ce désaccord; la preuve se trouve dans le fait que les dépenses prévues dans le domaine sanitaire ont été presque quadruplées, et ont été l'objet de fortes augmentations annuelles à partir de 1964 - bien entendu, cette période se plaçait avant la visite de l'Organisation mondiale de la santé - et elles sont passées du niveau de 872 000 dollars en 1963 au niveau de 2 367 000 dollars pour l'année fiscale 1966. Aujourd'hui, nous proposons d'affecter 30 millions de dollars de crédits pour les questions sanitaires au cours des cinq années à venir. Si cette proposition est approuvée, elle doublera au moins le taux actuel des dépenses et constituera une augmentation de 800 p. 100 sur le niveau de 1963.

Ainsi que M. Norwood l'a déclaré, l'intervention du Peace Corps dans le Territoire ajoutera au personnel médical existant plus de 100 personnes dotées d'une formation professionnelle. Un second groupe important est envisagé. J'espère que les membres du Conseil de tutelle considéreront qu'il y a là un effort remarquable.

Presque tous les membres du Conseil ont considéré, durant la présente session, qu'il serait intéressant d'élargir la compétence du Congrès de la Micronésie en ce qui concerne les décisions à prendre en matière de finances publiques et de crédits, jusqu'au point où le Congrès serait à même de spécifier les programmes auxquels des fonds publics des Etats-Unis destinés au développement du Territoire devraient être affectés.

Naturellement, nous savons que, durant les années précédentes, le Conseil s'est constamment intéressé à cette question. Nous sommes également très conscients de l'importance qu'il y a, pour le processus de développement politique, à faire l'expérience de la prise de décision budgétaire et nous estimons que c'est avec raison que le Conseil de tutelle insiste sur ce point.

Mme Anderson (Etats-Unis)

Je pense, en essayant d'expliquer notre point de vue, que j'eus mieux fait de parler d'abord de notre propre Constitution. Les membres du Conseil savent que notre Constitution confère à notre Congrès le pouvoir de recueillir les fonds par l'imposition de taxes et de les affecter ensuite aux divers chapitres du budget. Dans notre pays qui, pour une large part, a conduit sa révolution en vue de conquérir ce droit exclusif, notre Congrès est, à juste titre je pense, très jaloux de ses prérogatives dans ce domaine. Tous les membres du Conseil savent qu'il exerce un contrôle méticuleux sur toutes les activités de notre branche exécutive eu égard à la façon dont sont dépensés les deniers publics qu'il a collectés et affectés. Au cours des années passées, la branche exécutive a acquis une grande expérience et une compétence certaine dans l'administration des fonds publics.

Toutefois, nous sommes tenus par le Congrès, par l'intermédiaire de ses Commissions et par les diverses branches du Bureau de la comptabilité générale, à une justification des plus scrupuleuses de nos dépenses des fonds publics.

Dans ce contexte, chacun des postes du budget annuel du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, doit être justifié en détail par notre Ministère de l'intérieur, au cours d'une longue série d'exposés devant les Commissions appropriées de la Chambre des représentants et du Sénat. Lorsqu'il s'agit des crédits affectés à nos propres Etats, le Congrès insiste sur les mêmes normes et refuse d'accorder la dispersion de la somme globale à des fins spécifiques par les législations d'Etat aussi compétentes et aussi expérimentées que soient ces dernières en matière de finances publiques, à l'intérieur de leurs propres frontières. Cela est également vrai pour l'aide à l'étranger pour laquelle le Congrès exige l'étude des projets individuels pour lesquels l'assistance a été sollicitée. Telles sont les normes appliquées par notre Congrès à l'égard des fonds qu'il attribue.

Examinant maintenant la situation budgétaire du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, je pourrais dire, que dans celui-ci, il n'y a pas encore de comptes expérimentés, bien que quelques-uns fassent déjà l'objet d'une formation spécialisée. Les fonctionnaires micronésiens du Département des finances sont entrés en fonctions il y a quatre ou cinq ans, mais leurs capacités en matière de processus comptable, dans un système budgétaire assez compliqué, n'est pas entièrement



Mme Anderson (Etats-Unis)

achevée. Ce qui est plus important encore, c'est que le Congrès de la Micronésie ne s'est réuni qu'une seule fois au cours d'une période de 30 jours. C'est là toute l'expérience budgétaire qu'un bon nombre de ses membres a pu acquérir. Bien que, sans aucun doute, les membres du Congrès de la Micronésie acquerront une certaine habileté en la matière, le moment venu, les principes de la comptabilité fiscale et de la supervision parlementaire des finances constituent des procédures compliquées et difficiles qui exigent un degré élevé de formation. Dans ces circonstances, je ne pense pas que nous puissions dès maintenant présenter à notre Congrès une demande de subvention forfaitaire annuelle pour le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique et voir celle-ci favorablement accueillie.

Cependant, nous devons agir dans cette voie. M. Norwood a donné connaissance au Conseil des dispositions de la Section 5 de l'Amendement 1 de l'Ordre 2882 qui accorde au Congrès de la Micronésie des pouvoirs analogues à ceux des Commissions de notre Congrès en vue de procéder à l'étude des propositions budgétaires de l'exécutif et de suggérer des modifications. Le Congrès de la Micronésie peut également faire ses propres recommandations à cet égard et peut collecter et affecter ses propres revenus. Je pense qu'il est juste d'accorder au Congrès de la Micronésie et aux talents en matière budgétaire qui commencent seulement à évoluer dans le Territoire des Iles du Pacifique, la possibilité d'acquérir une expérience pratique du processus budgétaire, avant d'insister auprès de notre propre Congrès pour que celui-ci mette au point de nouvelles méthodes de partage des responsabilités budgétaires.

Je suis certaine que ces connaissances spéciales évolueront d'une manière constante dans le Territoire des Iles du Pacifique et qu'ainsi nous nous rapprocherons des objectifs fixés à cet égard par le Conseil.

Nous apportons également toute notre attention à l'évolution économique de la région; nous espérons, au cours des cinq prochaines années, dépenser plus de 50 millions de dollars pour assurer l'infrastructure économique. Je ne veux pas traiter ici en détail des observations très pertinentes faites hier par le représentant de la Nouvelle-Zélande concernant l'évolution en général. Je voudrais



toutefois souligner que tant que des réalisations concrètes ne seront pas intervenues dans les domaines de la santé publique et de l'enseignement, et tant qu'un réseau de routes, des installations portuaires, un système d'adduction d'eau, etc. n'auront pas été prévus, l'économie locale ne pourra prospérer ni attirer les initiatives individuelles et les investissements privés. Je voudrais également souligner que la dispersion et le peu de ressources naturelles de cette région ne rendront ni facile ni rapide l'évolution économique. Ici encore, nous nous trouvons soumis à des conditions géographiques qu'il ne nous est pas possible de contrôler. Le représentant de la France a habilement argué des possibilités de développement économique, grâce à une compréhension meilleure des barrières douanières qui gênent les échanges commerciaux avec les Etats-Unis. Ses arguments sont fondés. Là encore, ce domaine relève du Congrès des Etats-Unis. Nous avons déjà fait un effort pour obtenir une nouvelle législation et nous étudierons la possibilité de soulever à nouveau cette question.

Pour conclure, permettez-moi d'aborder maintenant la question beaucoup plus générale de l'évolution politique. En souscrivant à l'Accord de tutelle, mon Gouvernement s'est engagé à préparer la population du Territoire à accéder à l'autonomie. Les membres du Conseil ont pu constater que l'institution du Congrès de la Micronésie constitue un progrès important à cet égard. Le Congrès a tenu une session et se prépare à en tenir une autre prochainement. M. Norwood a fait état de l'évolution graduelle de la conscience micronésienne, qui est également une nécessité en matière d'autonomie. Je crois qu'un progrès certain a été réalisé vers ce but, peut-être plus important encore que nous ne pouvons nous en rendre compte nous-mêmes.

Je crois que les événements nous dirigent vers la nécessité d'une décision définitive, et ce dans un laps de temps relativement court, décision tendant à préciser quand et comment la population du Territoire sous tutelle pourra exercer le droit de choisir que nous avons pris l'engagement de lui conférer. Les décisions quant à l'autodétermination doivent être prises par la population micronésienne elle-même. Mais, lorsque ces décisions interviendront, il est hors de doute qu'elles reflèteront le travail incessant et constructif du Conseil de tutelle.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je crois savoir que M. Nuuan désire, en conclusion, nous dire quelques mots. Je lui donne la parole.

M. NUUAN (Conseiller, délégation des Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je considère que c'est pour moi un grand honneur que de paraître une fois de plus devant les membres éminents de ce Conseil. Au cours de cette semaine, j'ai eu le privilège d'être parmi vous et de suivre vos débats. Je dois reconnaître que je suis tout particulièrement heureux de prendre note de vos remarquables délibérations. Il a été fort intéressant pour moi de constater la sincérité dont ont fait preuve tous les membres du Conseil et l'intérêt si vif qu'ils accordent au bien-être du peuple micronésien. C'est pour moi une source de grande satisfaction et je ne manquerai pas de tenir mon peuple informé de votre préoccupation si élevée à son égard. Une fois encore, je dois remercier l'Autorité administrante de s'être montrée si patiente envers le peuple micronésien et pour avoir toujours défendu fermement notre cause.

Je prends note du fait que presque tous les membres du Conseil ont reconnu que le progrès en Micronésie, dans tous les domaines ou à peu près, a été lent. J'estime que c'est vrai et je le reconnais moi-même.

Cependant, est-il besoin de rappeler ici tous les obstacles qui s'opposent encore à un développement aisé? Permettez-moi de prendre quelques instants du temps précieux de ce Conseil pour examiner de la manière la plus objective l'évolution du développement dans le Territoire.

Sur le front social, nous avons entendu dire - le représentant de l'OMS l'a souligné et diverses délégations ont par la suite appuyé ses remarques - que peu avait été fait et qu'il restait beaucoup à faire dans le Territoire sous tutelle. Nous avons entendu le Haut Commissaire exprimer sa volonté d'essayer de s'attaquer à certains de nos problèmes dans toute la mesure où ses crédits budgétaires le lui permettront.

Dans le domaine du développement économique, il a été fascinant pour moi de remarquer avec quelle sincérité le Conseil a exprimé son vif désir de voir progresser au maximum l'économie du Territoire. Je suis persuadé, comme la plupart d'entre vous certainement, que l'Autorité administrante fera de son mieux pour

M. Nuuan

répondre à diverses recommandations que pourrait formuler l'équipe de développement économique. Il serait intéressant de connaître les raisons qui peuvent freiner le développement économique de la région. Je suis à peu près certain que le rapport de la firme Nathan fournira à cet égard les renseignements nécessaires. Mais, sur ce point, permettez-moi d'avoir le privilège de vous faire part de mon opinion personnelle.

En premier lieu, il est certains éléments que l'on rencontre et que l'on doit examiner si l'on se propose de s'attaquer au développement de quelque région que ce soit. Si l'on respecte le principe selon lequel les intérêts bien compris des habitants sont un élément prédominant et doivent être défendus dans toute région en voie de développement, je dois souligner qu'en Micronésie nous rencontrons diverses opinions relatives au problème du développement économique. Je dois faire remarquer, aidant ainsi, je l'espère, à préciser un point que de nombreux membres du Conseil désirent voir clarifier, que :

Tout d'abord, ce que nous pourrions appeler le "museum principle", l'idée selon laquelle la culture ethnique doit être préservée, voire figée en sa forme originale, est toujours défendue par de nombreuses personnes, tant micronésiennes qu'américaines.

En second lieu, nous trouvons l'opinion : "la Micronésie aux Micronésiens". C'est un point de vue dont j'ai parlé très brièvement lors de ma déclaration liminaire. Nombreux d'ailleurs sont ceux qui défendent l'idée selon laquelle la Micronésie, si elle doit évoluer et se développer, doit être une Micronésie pour les Micronésiens.

En troisième lieu, j'ai écouté avec intérêt l'opinion émise par divers membres du Conseil - et je demande que l'on me rectifie dans mon interprétation si je me trompe - selon laquelle l'accroissement des crédits affectés au Territoire sous tutelle, la venue des volontaires du Peace Corps, et certaines autres initiatives, visaient à aider au développement global du Territoire sous tutelle, mais signifiaient également une chose, à savoir accroître la dépendance de la population micronésienne vis-à-vis des Etats-Unis.

M. Nuuan

Permettez-moi de dire une fois de plus que d'autres, ailleurs, peuvent partager cette opinion, mais ayant entendu de telles déclarations, je ne puis m'empêcher de me poser la question suivante : comment les Etats-Unis se sont-ils acquittés de leur obligation de développer le Territoire sous tutelle, comme l'a demandé de façon répétée ce Conseil, sans recourir à des crédits supplémentaires et sans lui procurer une assistance technique extérieure?

La question suivante qui me vient à l'esprit est celle-ci : comment pouvons-nous nous attendre à voir l'économie micronésienne s'améliorer et aider les Micronésiens à atteindre l'étape de leur maturité et de leur identité politiques - jusqu'au moment où l'autonomie sera atteinte - sans une assistance initiale de fonds et sans assistance technique?

Revenant une fois de plus à la question de la maturité politique de cette région à laquelle le Conseil attache tant de prix, il me semble que l'évaluation qu'il en a faite est peut-être encore assez loin de la vérité, bien qu'elle soit de nature à soutenir le moral des Micronésiens. Cependant, il convient de noter qu'au stade actuel du développement du Territoire, les mêmes individus remplissent souvent un double rôle, un rôle législatif et un rôle exécutif et, dans de nombreux cas, à ces deux rôles s'ajoute une fonction judiciaire.

Monsieur le Président, je tiens à saisir l'occasion qui m'est offerte pour remercier le Conseil et tous ses membres de leurs sentiments chaleureux envers le peuple de la Micronésie et je transmettrai au Congrès de la Micronésie et à mon peuple tout entier les bons vœux du Conseil de tutelle.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je remercie M. Nuuan et je suis certain que le Conseil tiendra à ce que je lui souhaite un bon retour en Micronésie et lui désire d'assister, au cours de ces prochaines semaines, à la deuxième session du Congrès de la Micronésie.

Je donne maintenant la parole au Représentant spécial.

M. NORWOOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Les séances de la semaine qui vient de s'écouler ont placé le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique dans une perspective nouvelle. Notre préoccupation à l'égard de ce Territoire a acquis une nouvelle acuité à la suite des discussions et des débats du Conseil.

En tant que Représentant spécial de l'Autorité administrante et, à ce titre, responsable au premier chef de l'administration et de la mise en oeuvre des programmes dans ce Territoire, je ressens le haut privilège qui m'est échu d'avoir eu la possibilité de faire rapport à ce Conseil et d'avoir pu bénéficier des nombreuses opinions et recommandations qui ont résulté de ce dialogue.

Au moment où je m'apprête à revenir en Micronésie, j'emporterai avec moi une notion plus large de la signification et de la place qu'occupe à l'heure actuelle le Territoire sous tutelle sur la carte mondiale.

Je suis certain, comme il l'a d'ailleurs déjà indiqué, que mon compatriote, M. Francis Nuuan, partage ma ferme conviction selon laquelle la population largement disséminée de la Micronésie sera réconfortée par le souci et la préoccupation que les membres éminents de ce Conseil ont manifestés quant à son bien-être.

Alors que ces Iles lointaines du Pacifique sont privées des contacts et des réseaux de communication que nous offre la structure actuelle du monde, ces séances et ces débats ont montré très nettement que la Micronésie est, fort heureusement, bien présente à vos esprits et au premier plan de vos soucis.

Bien que nous espérons tous que la Micronésie parviendra bientôt à développer une stabilité économique et une maturité politique telles qu'elle pourra se passer de la tutelle de ce Conseil, je suis personnellement reconnaissant à ce dernier de l'intérêt constant que, j'en suis persuadé, il ne manquera pas de nous porter pendant une période qui sera, je l'espère, transitoire et brève.



M. Norwood (Représentant spécial)

S'il est un point central d'accord dans la discussion de la semaine écoulée, c'est notre conviction que le maintien indéfini d'une population dans un état de tutelle ou de dépendance politique va à l'encontre de notre croyance commune en l'autodétermination. Outre notre accord sur ce principe fondamental, ce qui m'a impressionné c'est ce qui m'a semblé être un accord substantiel et prépondérant sur ce qu'il faut faire pour accélérer le rythme du progrès de la Micronésie vers l'autodétermination et le développement d'une capacité bien équilibrée à assumer les responsabilités que l'autodétermination imposera inévitablement à ces populations insulaires.

La discussion et les déclarations ont fait ressortir quelques lignes très nettes qui aideront notre navigation dans la future course à suivre sur cette vaste région de l'océan Pacifique. Je dois avouer que j'ai été quelque peu surpris lorsqu'on a qualifié de débat les déclarations que nous avons entendues. J'ai coutume de penser qu'un débat est une confrontation entre une affirmation et une négation. Or, il me semble que presque tous les arguments présentés ici étaient affirmatifs. Sans aucun doute, ils étaient constructifs. Il est indéniable qu'il existe de nombreuses lacunes et de nombreux défauts dans l'administration du Territoire; j'ai cependant noté avec satisfaction que les critiques justifiées ont été accompagnées, de façon constructive, par des suggestions de mesures préventives et curatives et semblent avoir été uniformément inspirées par un souci réel du bien-être de la Micronésie.

Au moment où je suis sur le point de me séparer de vous et de regagner mon poste à Saïpan, j'emporte ces impressions qui, pour moi, représentent une synthèse de votre pensée, de vos recommandations et de vos espoirs pour la Micronésie. A cet égard, cette préoccupation qui me semble ressortir de nos discussions de la semaine passée, porte sur six domaines principaux. Ces six domaines ressortent d'un océan de débats comme les six groupes principaux du Territoire émergent de la carte de cette partie micronésienne du Pacifique. Chacun d'eux a son individualité et son identité propres, mais tous sont étroitement reliés et interdépendants.

Ces six domaines de préoccupation, je les ai identifiés comme : le Congrès de la Micronésie, la santé du peuple micronésien, ses besoins en matière d'enseignement, ses besoins en matière de développement économique, ses besoins en matière de bonne organisation administrative et, enfin, ce que je qualifie de problème de la date de la décision.



M. Norwood (Représentant spécial)

Je suis persuadé que, lorsque les membres du Congrès de Micronésie entendront ou liront les rapports sur nos discussions, ils seront reconnaissants de la confiance manifesté par le Conseil de tutelle à l'égard de la compétence du Congrès et encouragés par notre conviction évidente que le Congrès mérite de voir confier une plus grande part de responsabilité au Gouvernement micronésien. On a constaté qu'un pourcentage important de membres du Congrès sont également des fonctionnaires. Cette dualité d'identité, ainsi que M. Nuuan l'a mentionné, semble être incompatible avec la théorie généralement acceptée et respectée de la séparation du pouvoir entre les branches exécutive et législative du Gouvernement. Le Congrès et l'Administration ont pleinement conscience de ce problème. Des solutions sont en cours d'examen et ont, en fait, été reflétées de façon anticipée dans la loi actuelle qui doit modifier cet état de choses après les élections de 1968; il est possible également, si les finances le permettent, que cette loi accorde aux membres du Congrès un salaire annuel ou prévoie toute autre disposition équitable qui mettra fin à l'anomalie de ce problème.

Il me semble néanmoins que la réponse la plus satisfaisante sera fournie par un effort économique accru, afin que des hommes et des femmes compétents n'aient pas à compter indéfiniment, pour gagner leur vie, sur des postes gouvernementaux.

On a également posé la question de savoir si une session de 30 jours du Congrès micronésien est une session assez longue. Il convient de remarquer qu'il s'agit de 30 jours ouvrables et non pas de 30 jours du calendrier; mais même dans ce cas, la période n'est peut être pas suffisamment longue. Je suis certain que le Congrès lui-même est tout à fait capable de résoudre ce problème en envisageant d'autres possibilités, parmi lesquelles la possibilité de deux sessions par an ou d'une session de 60 jours, ou toute autre modification sur le nombre des jours, ou encore, comme cela existe dans les législatures de nombreux Etats, un accroissement du travail des comités intérimaires entre les sessions, de façon qu'un grand nombre de questions de procédure et d'organisation soient réglées avant que ne commence vraiment la session du Congrès de Micronésie.

M. Norwood (Représentant spécial)

Je voudrais également faire remarquer que des dispositions ont déjà été prises pour des sessions spéciales du Congrès, si ces sessions spéciales s'avèrent nécessaires.

La représentante du Libéria s'est déclarée préoccupée par le droit de veto qui est donné au Haut Commissaire et par les répercussions possibles de ce droit de veto sur l'autorité législative du Congrès de Micronésie. Etant celui qui dispose de ce droit de veto et ayant été élevé, ayant vécu dans une tradition de respect de la volonté de la majorité, je sens peser très lourdement sur mes épaules cette responsabilité. Je pense que les questions qui ont été posées et qui continueront d'être posées relativement à cette anomalie dans le mécanisme démocratique que nous essayons d'établir en Micronésie, doivent continuer d'être étudiées jusqu'à ce que nous y trouvions une meilleure réponse.

La section 14 de la Charte fondamentale du Congrès de Micronésie prévoit que, si le Haut Commissaire oppose son veto à un point quelconque de la loi, il doit renvoyer ce point au Congrès avec ses objections. Autrement dit, il doit exposer explicitement les raisons de sa désapprobation. La section 14 prévoit également qu'un projet de loi peut être adopté - malgré le veto du Haut Commissaire - par une majorité des deux tiers de chaque Chambre du Congrès. Le Haut Commissaire peut de nouveau opposer son veto à la loi en question, mais dans ce cas il doit la transmettre, avec ses commentaires, au Secrétaire d'Etat à l'Intérieur, pour approbation ou désapprobation.

Les procédures que je viens d'exposer comprennent un système de poids et de contre-poids qui minimise toute mesure mal-avisée ou toute initiative malheureuse qui pourrait être prise par l'un ou l'autre des pouvoirs exécutif ou législatif. Néanmoins, il est évident qu'il ne s'agit pas là d'une formule parfaite et que cette formule ne contient pas en elle-même de garantie de respect de la volonté majoritaire dont j'ai déjà parlé. Je ne m'attends pas à ce que le pouvoir exécutif approuve toutes les décisions du pouvoir législatif; je ne m'attends pas non plus à ce que le pouvoir législatif cherche à passer par-dessus chaque veto émis par le pouvoir exécutif. Au contraire, j'espère que le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif travailleront de concert afin de parvenir à un gouvernement régi par le droit et non pas simplement par les hommes.

M. Norwood (Représentant spécial)

Il peut, de temps à autre, y avoir des opinions divergentes; à ce moment-là, l'opinion d'une des parties peut prévaloir sur l'opinion de l'autre partie, mais si nous conservons notre sens de respect mutuel et d'intérêt mutuel - qui, j'en suis convaincu, a été renforcé et le sera encore par l'intérêt manifesté par le Conseil de tutelle - nous pouvons être assurés que ces désaccords conduisant à l'exercice du droit de veto seront rares et ne seront que des incidents mineurs sur la route qui nous mène à notre objectif commun.

M. Norwood (Représentant spécial)

Au cours des derniers jours, j'ai signalé qu'un spécialiste des finances publiques se trouvait maintenant dans le territoire afin de nous aider à examiner les revenus éventuels et à formuler en la matière des mesures qui pourraient être transmises au Congrès de la Micronésie. Ce spécialiste sera également mis à la disposition du Congrès en tant que témoin qualifié, et je suppose que le Congrès micronésien profitera de sa présence, de ses recommandations et de cette occasion offerte pour lui poser des questions.

Pour ce qui est des subsides donnés par le Congrès des Etats-Unis, je présenterai le mois prochain au Congrès de la Micronésie mon projet de budget pour le prochain exercice financier, c'est-à-dire l'année fiscale 1968. Des membres de mon personnel seront mis à la disposition du Congrès pour expliquer et justifier en détail différents aspects des chapitres du budget. Je puis assurer catégoriquement ce Conseil que j'examinerai complètement et soigneusement toutes les recommandations du Congrès de la Micronésie ayant trait au budget. Je tiens à faire remarquer également, une fois de plus, qu'à l'heure actuelle, j'en suis certain, la population des districts et ses représentants aux niveaux municipal et de district ont exprimé des opinions que l'on retrouve dans les recommandations budgétaires et dont l'on tiendra compte lorsqu'on décidera de quel genre de budget nous avons besoin et dans quelle catégorie nous devons trouver de l'argent pour parvenir à nos fins.

La section 5 de la charte du Congrès prévoit que le Haut Commissaire adoptera les recommandations qu'il juge souhaitables, mais qu'il transmettra au Secrétaire d'Etat à l'intérieur toutes les recommandations qu'il n'aura pas adoptées. J'ai appris de par mes entretiens avec les fonctionnaires du Ministère de l'intérieur que la participation active du Congrès de la Micronésie au processus budgétaire est recherchée et bien accueillie tout autant au sein de ce dernier que dans mon propre cabinet à Saipan. Le rôle du Congrès de la Micronésie dans l'élaboration de notre budget est réel, vital et essentiel.

La représentante de mon gouvernement a souligné combien il était difficile d'élargir les pouvoirs d'ouverture de crédits du Congrès de Micronésie tant que la plupart de l'aide financière provient du Congrès des Etats-Unis.

M. Norwood (Représentant spécial)

Elle a noté à ce propos que les subsides fournis par le Congrès des Etats-Unis à plusieurs Etats de l'union sont acceptés par le Congrès à des usages particuliers dans ces Etats. Le Congrès des Etats-Unis se réserve le droit de décider si les fonds sont justifiés et si véritablement ils sont utilisés aux fins pour lesquelles ils ont été votés. C'est ainsi, par exemple, que les comités compétents du Congrès des Etats-Unis examineront avec soin toutes les requêtes liées à chaque programme principal de la nouvelle proposition visant à relever le plafond budgétaire du Territoire sous tutelle.

Le représentant de la Chine a demandé que l'on fournisse des renseignements sur l'application de la résolution No. 1-24 du Congrès de la Micronésie qui invitait le Haut Commissaire à se faire assister d'un membre choisi dans chacun des six districts du Territoire sous tutelle pour siéger au Conseil de la stabilisation du coprah. J'ai informé le Conseil que cette résolution avait été envoyée à l'organe en question aux fins d'examen et de revision. Le Conseil du coprah s'est réuni le 20 juin et je viens de recevoir son rapport officiel. Il recommande qu'un membre micronésien de chaque district soit désigné comme membre de plein droit, et je me ferai un plaisir de mettre en vigueur cette recommandation dès que je serai de retour dans le territoire.

Je voudrais maintenant me référer à une autre des résolutions, No. 1-18, qui demande que la "Chambre des délégués" soit désignée sous le nom de "Sénat" et que "l'Assemblée générale" devienne la "Chambre des représentants".

La section 24 de la charte du Congrès de la Micronésie prévoit que des amendements peuvent être recommandés au Secrétaire d'Etat à l'intérieur par un vote pris à la majorité des deux tiers par les membres de chaque Chambre. La résolution 1-18 a été adoptée, selon cette procédure, et je suis heureux de faire savoir au Conseil de tutelle que le Secrétaire d'Etat à l'intérieur a amendé l'ordonnance aujourd'hui même, 1er juillet, en donnant un nouveau nom aux deux chambres du Congrès conformément à leur demande. Mon collègue, membre de cette délégation, est maintenant le Sénateur Nuuan.

Le programme quinquennal d'amélioration et de travaux publics, que l'on propose, prévoit ce qui suit. Comme on a témoigné un très vif intérêt à son égard, je suis heureux de vous en exposer les grandes lignes. Voici donc le

M. Norwood (Représentant spécial)

programme quinquennal qu'examine à l'heure actuelle le Congrès des Etats-Unis et, comme je l'ai déjà dit, ce programme sera soigneusement révisé par les membres de ce dernier, en se fondant sur les meilleurs renseignements dont ils disposent pour savoir si, conformément à leur jugement, les fonds demandés sont nécessaires et peuvent efficacement servir les fins auxquelles on prévoit de les affecter.

Voici en quoi consiste le programme :

Services sanitaires : 30 125 000 dollars. Cela comprend, pour une période de cinq ans, des hôpitaux, des centres médicaux régionaux, des dispensaires, des écoles d'infirmières, des vaisseaux et des établissements destinés aux services médicaux.

Enseignement : 77 millions de dollars. Sur ces crédits, on prélèvera 28 millions de dollars pour des écoles élémentaires, et 49 millions de dollars pour l'enseignement secondaire, y compris des salles de classe, des dortoirs et d'autres installations connexes.

Eau, énergie, égoûts et hygiène : 32 millions de dollars.

Transports : 19 795 000 dollars. Ceci permettra de financer l'amélioration des aéroports, des routes, des autoroutes, des rues et des ports.

Communications : 2 830 000 dollars. Ceci porte sur les installations et autres services de radio et de téléphone, ainsi que sur toutes les facilités pouvant résulter de l'évolution rapide de la technique des communications qui pourraient répondre à tous les besoins du territoire.

Administration générale du gouvernement : 10 229 000 dollars.

Si vous faites le total, vous obtiendrez une somme d'environ 172 millions de dollars.



M. Norwood (Représentant spécial)

Pour mettre en oeuvre ce programme d'amélioration, les besoins annuels de crédits administratifs iront de 22 millions de dollars à 38 millions de dollars pour les cinq prochaines années.

Le rapport de l'OMS, qui a été souvent mentionné au cours de ce débat, est un document complet des plus constructifs. Je crois que nous avons prouvé que nous portons toute l'attention qu'elles méritent aux recommandations et aux conclusions qui y figurent. Des mesures sont prises pour améliorer les services de santé. Nous reconnaissons également que beaucoup reste à faire car, comme je l'ai déjà indiqué, la population croît rapidement et nous voulons que nos normes demeurent élevées pour répondre aux besoins de cette expansion démographique. Nous ne devons pas nous satisfaire de normes minimums. Nous devons élever le niveau de la santé.

La nécessité de former davantage de personnel dans le domaine médical est reconnue ainsi que le besoin d'améliorer l'hygiène, les ressources en eau et le programme d'éducation médicale si nous voulons arriver à préserver la santé et le bien-être physique de notre population.

Il convient également de remarquer que le rapport de l'OMS révèle des rapports de travail inefficaces à différents échelons de l'administration du Territoire sous tutelle. Des mesures ont déjà été prises pour renforcer la qualité de l'organisation de cette administration. C'est actuellement le domaine dont je me préoccupe le plus. Je crois que l'administration dans son ensemble devra peut-être être réalignée et qu'il faudra préciser les rapports entre les districts et les chefs-lieux ainsi qu'avec les différents départements.

Au cours de sa déclaration d'hier, le représentant de l'Union soviétique a demandé des renseignements sur les soins médicaux fournis à la population de Rongelap qui a été exposée aux retombées radioactives. Il voulait aussi des renseignements sur les indemnités qui lui avaient été versées.

J'ai mentionné ces deux points au cours de mon discours d'ouverture. Outre les soins intensifs qui ont été fournis à la population de Rongelap immédiatement après l'incident, cette population fait l'objet d'un examen médical annuel par des équipes d'experts et avec la participation de personnel médical micronésien.

M. Norwood (Représentant spécial)

Dans mon discours d'ouverture, je disais ceci :

"La douzième étude médicale annuelle au bénéfice de la population de Rongelap a été effectuée en mars 1966 par une équipe médicale conjointe du Comité de l'énergie atomique et du Territoire sous tutelle. Cette étude a prouvé que la population de Rongelap semblait généralement en bonne santé. Il n'y a eu aucune maladie épidémique ou inhabituelle."

(1272ème séance, p. 46)

J'ai poursuivi en décrivant les conclusions portant sur les cas de nodule de la thyroïde et sur les mesures thérapeutiques prises à cet égard.

Le Conseil, au cours de sessions précédentes, a également été informé des mesures de remplacement des logements, de l'équipement et d'autres biens qui ont été prises lorsque les habitants de Rongolap sont rentrés chez eux après l'incident. Plus récemment, il a été dit au Conseil que des propositions avaient été soumises au Congrès des Etats-Unis, tendant à verser des indemnités à cette population.

C'est avec un très vif plaisir que j'ai pu informer le Conseil lors de ma première intervention que les crédits qui avaient été autorisés avaient été distribués aux bénéficiaires et que l'avocat qui représentait ces populations avait participé aux dernières discussions et était présent lors du paiement final. Etant donné les questions que ce point a soulevé au cours de la dernière semaine, je devrais peut-être donner des détails supplémentaires et ceci m'amène à la question posée mercredi par la représentante du Libéria.

La loi du Congrès des Etats-Unis qui autorisait ces paiements nous demandait d'aider les habitants de Rongolap à trouver la meilleure manière de gérer ces fonds. En coopération avec l'avocat de cette population, il en a été ainsi fait. Je dois cependant souligner que les fonds versés à ces personnes leur appartiennent en propre; ils n'appartiennent pas au Gouvernement des Etats-Unis ni au Gouvernement du Territoire sous tutelle. Ils appartiennent aux bénéficiaires et chacun d'eux peut décider et décide en fait de ce qu'il veut faire de son argent. Comme je l'ai fait remarquer lors de ma déclaration liminaire, la grande majorité de ces bénéficiaires a décidé de ne conserver que quelques centaines de dollars et de déposer le reste dans un compte d'épargne, se proposant de n'en utiliser que les intérêts.

M. Norwood (Représentant spécial)

Ceci m'amène à la question posée par la représentante du Libéria : qu'arriverait-il au principal si l'une de ces personnes mourait sans laisser d'héritiers? A qui les fonds iraient-ils?

Etant donné la structure familiale des îles Marshall, il s'agit là d'une situation des plus hypothétiques. Néanmoins, au cas où un bénéficiaire mourrait en ne laissant ni parents, ni testament, ce sont les lois du district de l'île Marshall en vigueur au moment du décès qui s'appliqueraient. A cet égard, je renvoie le Conseil à la loi publique 1-6 passée par le Congrès de la Micronésie.

Cette loi publique 1-6 définit les pouvoirs et responsabilités essentiels du Gouvernement du Territoire sous tutelle, des gouvernements de districts et des gouvernements municipaux et locaux. La section 2 de la loi publique 1-6 porte sur les gouvernements de districts et prévoit que ces gouvernements seront responsables entre autres des lois d'héritage.

Pour valider une situation comme celle décrite par la représentante du Libéria, les tribunaux se référeront d'abord aux lois promulguées par l'organe législatif du district puis à la loi coutumière locale. Si l'une et l'autre s'avèrent sans utilité, ils se référeront au droit commun.

Je ne peux pas dire en toute certitude ce qui se passerait mais je puis dire de façon certaine ce qui n'arrivera pas : les fonds ne reviendront jamais dans les caisses des Etats-Unis.

Il semble que nous soyons tous d'accord pour dire que le rythme des progrès, qu'ils soient sociaux ou économiques, dépend beaucoup de la qualité et de la variété de l'enseignement fourni dans le Territoire sous tutelle. On remarquera que les crédits demandés au Congrès des Etats-Unis, s'ils sont accordés, mettront l'accent sur l'enseignement. L'appui supplémentaire fourni par les volontaires du Peace Corps qui serviront dans les villages les plus éloignés procurera un supplément utile et très important à ce programme. Votre approbation enthousiaste du Peace Corps est très satisfaisante et sera fort bien accueillie, j'en suis sûr, par la population de la Micronésie et par les volontaires du Peace Corps eux-mêmes.

M. Norwood (Représentant spécial)

L'un des membres du Conseil a relevé que les villageois ont eux-mêmes construit la plupart de leurs propres écoles. Cette remarque laisse entendre que le gouvernement n'a pas été à la hauteur de ses responsabilités. Il est exact que, pour la plupart, les écoles ont été construites par les autochtones eux-mêmes; ceci est à leur honneur et prouve combien ils sont désireux de se suffire à eux-mêmes plutôt que d'attendre qu'un gouvernement centralisé leur dise ce qu'ils doivent faire et ce qu'ils doivent apprendre.

Cependant, plus récemment, le Territoire sous tutelle a construit toutes les écoles secondaires et de nombreuses écoles élémentaires supplémentaires. D'autre part, les installations fournies par les écoles qui reçoivent le soutien privé des missions ne devraient pas être sous-estimées.

Le représentant de la Chine a exprimé l'espoir que le Congrès de la Micronésie accorde l'attention la plus sérieuse à l'éventualité d'abaisser à 6 ans l'âge obligatoire de fréquentation de l'enseignement primaire, pour tout le Territoire. L'Administration est en principe d'accord pour considérer qu'il y a là une mesure désirable. Mais, jusqu'à présent, l'obstacle auquel cette mesure s'est heurtée est l'insuffisance des salles de classe et la pénurie d'instituteurs primaires qualifiés. Néanmoins, les statistiques actuelles montrent qu'environ 1 900 enfants de moins de 7 ans sont déjà inscrits dans les écoles élémentaires. J'ai le ferme espoir que dans un avenir pas très éloigné tous les enfants de 6 ans fréquenteront l'école dans tout le Territoire, partout où cela sera possible.

Je pourrais ajouter qu'au cours de récentes discussions avec le Peace Corps et en raison de l'enthousiasme et la faveur avec lesquels les volontaires du Peace Corps ont été reçus, nous commençons à entrevoir la possibilité de lancer une Operation Headstart, dont le résultat serait de permettre aux enfants de 3, 4 et 5 ans de se diriger vers un programme scolaire; ce serait une sorte de programme préscolaire pour l'enfance micronésienne.

M. Norwood (Représentant spécial)

Bien que j'aie déjà exprimé, au cours de la période des questions, mon opinion sur la création d'une université dans ce Territoire sous tutelle, je tiens tout de même à donner aux membres du Conseil qui ont formulé un intérêt tout particulier à l'établissement d'un Junior College l'assurance que notre esprit n'est pas fermé à cette suggestion. En ce moment, nous nous bornons à évaluer les questions financières et de priorité et cette considération nous limite beaucoup plus qu'une barrière quelconque qui nous détournerait d'une direction vers l'attribution au Territoire de programmes scolaires et de services très variés aussi adéquats que nous pourrions le faire.

Le Conseil aura constaté que le Congrès de la Micronésie avait également, dans une résolution commune No 1-17 adoptée à la dernière session, marqué l'intérêt avec lequel il envisageait la possibilité d'un Junior College. Le Département de l'enseignement prépare en ce moment un rapport préliminaire sur les prévisions de dépenses qui devront être présentées au Congrès durant la prochaine session. L'Administration considérera d'une manière très attentive cette proposition générale. Cependant j'ai le devoir de souligner que les mesures nécessaires pour créer une université sont de celles qui exigent une analyse extrêmement minutieuse et un temps considérable.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a décrit avec éloquence le programme de développement que nous envisageons en soulignant ses répercussions sur la population et sur l'économie du Territoire sous tutelle. Je dois dire franchement qu'au cours des dernières années, l'Autorité administrante a fait porter ses efforts principaux sur les programmes d'enseignement et de santé publique. Les programmes directement liés au développement économique ont été quelque peu accélérés, mais relativement moins que ceux qui ont trait à la santé publique et à l'enseignement. Dans le choix des priorités, ce sont les besoins de la population dans le domaine de l'enseignement et de la santé qui nous ont paru de l'urgence la plus grande.

Cependant, le développement économique n'a pas été négligé. Divers projets agricoles - touchant au cacao, au riz et au poivre, par exemple - et des projets commerciaux - touchant par exemple les différentes sortes de fibres - ont également été encouragés. Le programme des pêcheries - ainsi que j'ai déjà eu l'occasion



M. Horwood (Représentant spécial)

de le dire - a permis de former des pêcheurs de thon à Hawaii et au Palaos et a eu pour résultat également la création d'une usine Van Camp au Palaos. Comme je l'avais noté la semaine dernière, nous espérons pouvoir créer des entreprises de pêche commerciale dans d'autres districts.

Enfin, bien entendu, il y a le vaste domaine des recherches biologiques marines et de la recherche océanographique; étant donné l'immense étendue d'eau dont nous disposons dans les divers groupes d'îles, il y a, au point de vue de cette recherche, des possibilités qui pourraient être, devraient être et seront exploitées dans toute la mesure du possible.

Nous sommes tous d'accord pour penser qu'allant de pair avec l'éducation dont elle est inséparable, il existe une nécessité urgente de dégager les possibilités de développement économique et d'entreprendre des efforts vigoureux en vue de réaliser une économie viable, sans laquelle l'avenir de la Micronésie serait bien sombre.

Il a déjà été dit que les problèmes et les handicaps sont évidents. Il en est parmi eux qu'il est possible de surmonter en améliorant les communications, les moyens de transports, en développant les sources d'énergie et l'approvisionnement en eau, de telle manière que soit constituée une infrastructure capable de faire face aux exigences des entreprises nouvelles au fur et à mesure qu'elles naissent.

Il est probable que le rapport de l'équipe chargée de procéder à l'étude économique, rapport auquel il a été fréquemment fait allusion au cours de ces discussions, déterminera les problèmes d'une manière plus précise et proposera les mesures pratiques qui pourraient être prises en vue d'arriver à un plan de développement à long terme qui soit viable.

Bien que la Micronésie n'ait pas de grandes ressources, ces dernières offrent des opportunités de développement économique. J'ai noté avec le plus vif intérêt le thème, qui est souvent revenu ici, d'après lequel, si nous voulons que le développement économique remporte le succès, il doit jouir de la participation des Micronésiens autochtones.



M. Norwood (Représentant spécial)

Comme cela a été souligné, la part que les taxes et autres contributions payées par les Micronésiens au programme gouvernemental total est demeurée relativement stable; il est certain que, comparée aux subventions accordées par le Congrès des Etats-Unis, cette part a diminué.

Cependant, nous devons reconnaître qu'il existe toujours un besoin fondamental - non encore satisfait - de services publics tels que les écoles, les hôpitaux, les quais, les routes et autres. Le coût de ces services dépasse les possibilités actuelles de l'économie locale. Pourtant, ils sont absolument nécessaires si nous voulons permettre à cette économie locale de s'accroître; sans eux, l'économie locale ne peut pas s'accroître; elle ne peut même pas être engagée vers le progrès. Tant que ces besoins n'auront pas été satisfaits, nous devons nous attendre à ce qu'il reste un déséquilibre entre la contribution des Micronésiens et les prestations des Etats-Unis. Dès que ces besoins seront satisfaits et dès que les plans économiques actuellement en voie d'exécution ou envisagés seront devenus des réalités, la proportion de la contribution micronésienne devrait être augmentée d'une manière importante.

Au sujet de l'effort général dans le sens du développement économique, je dois constater que nous avons un projet qui prévoit que, pour les cinq années qui vont venir, les fonds accordés par le gouvernement seront doublés. Nous espérons aussi que l'entreprise privée participera davantage au développement et au progrès économique. Nous avons également noté des preuves évidentes de cette évolution dans le travail des entrepreneurs dans divers districts, et dans les activités d'autres hommes d'affaires qui ont fait preuve de beaucoup d'imagination et d'une habileté considérable malgré les handicaps auxquels ils se heurtent dans la conduite de leurs affaires.

Je dois également dire qu'une grande partie des investissements proposés en capital non seulement seront utilisés pour des besoins sociaux, mais encore fourniront un soutien essentiel à l'économie de base. Je pense surtout aux services proposés pour les installations de moyens de transport et de communications.

M. Norwood (Représentant spécial)

En discutant ce programme de développement, le représentant de la Nouvelle-Zélande a suggéré que la superstructure administrative et l'infrastructure s'écartaient de plus en plus de la base économique. Il a ajouté que, à ce stade, cela était inévitable, mais qu'il est nécessaire de suivre de près les frais d'exploitation qui, a-t-il souligné, devront, pour une part importante, être supportés par les Micronésiens sur leurs propres ressources.

A cet égard, je concède qu'il a raison et je peux assurer le Conseil de tutelle que je ferai de mon mieux pour que les programmes soient mis en oeuvre de manière la plus efficace et que nous ne nous engagerons pas dans un accroissement inutile de la bureaucratie administrative. Bien entendu, nous conservons toujours à l'esprit la nécessité de développer une économie qui tienne compte des possibilités intrinsèques du milieu micronésien. Cependant, permettez-moi de suggérer qu'en tant qu'Autorité administrante, nous n'avons pas la possibilité de faire le choix en ce qui concerne les dépenses des services de santé, d'enseignement et autres programmes sociaux qui conduiront plus sûrement cette région au sein du monde moderne. Par exemple, il serait raisonnable de suggérer que les programmes intéressant la santé publique pourraient être moins favorisés que l'évolution économique, mais nous serions alors l'objet de critiques justifiées si nous cherchions à retarder le progrès dans ces domaines du bien-être public qui sont si essentiels au bien-être de la population de la Micronésie. Je pense que la leçon que l'on peut tirer de nos discussions est que nous devons nous efforcer de parvenir à un juste équilibre, afin que toutes les phases de l'évolution aillent harmonieusement de l'avant.

Mardi dernier, la représentante du Libéria a demandé si toutes les réclamations foncières avaient été réglées et je lui ai répondu par la négative. Je voudrais m'étendre quelque peu sur cette déclaration.

Les membres du Conseil savent qu'une série de réclamations concernant l'utilisation des terres, soit temporairement, soit d'une façon continue, ont été formulées immédiatement après la fin des hostilités dans les îles au cours de l'année 1940. La dernière réclamation importante de cette nature a été réglée au début de 1964 par une indemnité versée à la population de Kwajalein.

Nous savons que quelques-unes demeurent encore pendantes dans les îles Marshall et il peut même en exister d'autres dont nous n'avons pas connaissance, dans d'autres districts. En conséquence, pour faire face à cette possibilité, le Secrétaire à l'intérieur a approuvé la formation d'une équipe chargée d'enquêter sur les faits; celle-ci se composera de trois membres, deux appartenant au Ministère de l'intérieur, le troisième étant l'Attorney-General du Territoire sous tutelle. Cette équipe fera sur place une enquête détaillée concernant les réclamations en matière de dommages de guerre qui n'ont pas reçu satisfaction. Il est probable que cette étude exigera environ un mois et s'étendra également aux autres districts du Territoire sous tutelle, elle sera entreprise dans les derniers jours d'août ou au début de septembre de la présente année.

Cette équipe aura pour mission d'examiner les faits et n'a pas été instituée pour régler les réclamations mais pour présenter ses recommandations en vue de leur règlement. Elle se bornera à régler la question de savoir si, en fait, les réclamations qui n'ont pas reçu satisfaction sont fondées et à déterminer l'ampleur de celles-ci. Après avoir achevé cette étude, cette équipe présentera un rapport au Secrétaire à l'intérieur, précisant quelles ont été les réclamations identifiées, indiquant leur nombre et leur importance et recommandant au Secrétaire la ou les procédures qui, de son point de vue, pourraient être plus appropriées pour donner suite aux réclamations qui auront fait l'objet de son enquête.

J'en viens maintenant à la date de la décision. Il semble que nous fassions ce que je pourrais appeler une course contre la montre. La tutelle des Iles du Pacifique va vers son déclin en tant que disposition politique. Ainsi qu'il a été démontré par le Congrès de la Micronésie, la population de ces Iles prend conscience de son identité et du rôle qu'elle peut jouer dans le rôle moderne. Mais j'ai déjà déclaré que, à mon point de vue, nous-mêmes en tant qu'Autorité administrante et, avec nous, les membres de ce Conseil, devons faire davantage encore pour nous acquitter des responsabilités qui nous incombent envers la Micronésie, notamment en ce qui concerne la stabilité économique de la région, et ce avant de donner à la population les moyens qui lui permettront de décider de son propre destin.

M. Norwood (Représentant spécial)

Il est clair qu'il reste encore beaucoup à faire - dans les domaines de l'enseignement, de la santé, de l'évolution économique, de l'organisation administrative, de l'expérience en matière politique - avant que nous puissions construire un solide char de l'Etat.

A quelle cadence pourra être achevée la tâche qui nous incombe encore, c'est une question à laquelle nous ne pouvons mieux répondre qu'en affirmant l'effort concerté que nous nous proposons de poursuivre à cet égard. J'ai l'intention d'agir ainsi dans tous les domaines où ma responsabilité est engagée.

Avant de quitter cette salle du Conseil de tutelle, qu'il me soit permis d'exprimer ma reconnaissance personnelle pour l'expérience vécue et pour l'intérêt encourageant et stimulant que tous les membres ont manifesté pour le bien-être de la Micronésie et pour le désir exprimé par les pays que vous représentez ici que ces populations si dignes, si vaillantes, profondément déchirées jusqu'ici par les rivalités internationales, puissent enfin trouver la stabilité et un espoir nouveau, grâce à la manifestation de la sollicitude internationale à l'égard de leur avenir.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je remercie le Représentant spécial. S'il n'y a pas d'autres orateurs, j'ai encore deux obligations à remplir avant que ne s'achève la discussion concernant ce Territoire.

En premier lieu, le Conseil doit désigner un comité chargé de rédiger les conclusions et les recommandations concernant le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique. J'ai consulté les diverses délégations et je propose la désignation des représentants de la France et de l'Australie en qualité de membres du comité de rédaction pour ce Territoire. S'il n'y a pas d'objection, il en sera ainsi décidé.

Il en est ainsi décidé.

J'ai maintenant l'agréable devoir de remercier, au nom du Conseil, la délégation des Etats-Unis pour les renseignements qu'elle nous a fournis à cette étape du débat général concernant ce Territoire. J'ai déjà remercié M. Nuuan et je lui renouvelle nos vœux les plus sincères. Je voudrais également adresser mes remerciements au Représentant spécial pour ce qu'il a fait en vue de faciliter

Le Président

les travaux du Conseil et pour l'intéressante documentation qu'il nous a fournie dans ses diverses déclarations. Je voudrais adresser à M. Norwood nos vœux les plus sincères de succès dans l'exercice de ses nouvelles fonctions. Nous espérons le revoir ici dans les années à venir. Je veux également remercier l'Ambassadrice des Etats-Unis. Elle demeure encore parmi nous et est toujours prête à nous apporter son aide efficace.

Avant de lever la séance, je voudrais attirer l'attention des membres du Conseil sur le fait qu'une seule séance est prévue pour mardi, 5 juillet, et je leur demanderai de bien vouloir être prêts à poser leurs questions aux représentants de l'Autorité administrante de la Nouvelle-Guinée au cours de cette prochaine séance.

La séance est levée à 17 heures.